

Lors des deux dernières manifestations tenues au Bien-être Social, plusieurs personnes ont éprouvé le désir et la nécessité de former un groupement, un mouvement de tous les différents groupes du Centre-ville.

On voit de plus en plus que seuls on ne peut rien, qu'il faut se grouper. Il n'y a rien de plus encourageant, de plus fort que de voir les gens de tous les différents groupes et quartiers venir ensemble dans une réunion générale pour partager leurs problèmes et chercher à prendre action sur un problème qui nous touche tous.

Beaucoup de gens sont d'accord pour se rencontrer très prochainement dans une réunion générale, pour former un mouvement du Centre-ville, qui marchera sous un même nom quand on abordera des problèmes globaux. Ceci n'enlèvera pas ni le statut, ni l'autonomie de chaque petit groupe, mais les renforcera en travaillant avec tous les autres groupes.

Mais un mouvement du Centre-ville ne vaudrait pas beaucoup si on n'avait pas un programme qui va avec ce mouvement. Alors il faut commencer à rédiger ensemble un programme concret et précis, avec l'aide de différents organismes, sur les besoins et les problèmes du Centre-ville.

IL FAUT LE FAIRE NOUS-MÊMES,
 Editorial des CITOYENS du Centre-ville (décembre 1967).

BIBLIOTHEQUE DE LA
 LEGISLATURE PROVINCIALE
 HOTEL DU GOUVERNEMENT,
 QUEBEC, P.Q.

Quand l'Université bouge tout bouge

VOL. L

MONTRÉAL, 8 FÉVRIER 1968

NUMÉRO 31



Photos: Guy VALIQUETTE

VISAGES DE MONTRÉAL



Lancement d'un manifeste

- C'est officiel!
- "L'université fabrique des ronds de cuir",
- Tiré à 2,000 exemplaires,
- Lancement un peu partout à partir de samedi.
- Lancement officiel: mardi le 13 février.
- Dix étudiants de plusieurs facultés vous disent ce qu'est:

- a) la détention universitaire,
- b) les relations entre étudiants ("qui se réduisent à dormir ensemble... aux cours"),
- c) "la fin d'une race": celle des professeurs magnétophones,
- d) l'université "une usine où les notables se reproduisent en série",
- e) le Québec qui est en train de se partager entre instruits et non-instruits (Lesage dixit 1965).

"Si d'aucuns pensent changer le Québec en faisant de l'action partout sauf à l'université, nous pensons qu'il faut agir partout et surtout à l'Université".

Paul Villeneuve, Raymond Mailhot, Louise Harel, Pierre Pagé, Louise Fortin, André Saicans, Lorraine Rondeau, Louis Favreau, Roméo Bouchard, Jean-Claude Dallaire, et les témoignages d'une dizaine d'étudiants.

UN NOUVEAU MUR DE LA HONTE

On se ressemble sur plusieurs points. On appartient tous à un même groupe de citoyens de deuxième classe, à un même groupe de rejetés, d'abandonnés, de volontairement oubliés par les autres, d'exploités. Un article de Ken Du Puis publié dans le numéro 2 du journal **Logos** affirmait que c'est L'HYPOCRISIE DU SYSTEME ACTUEL qui permet et favorise cette situation. Les méthodes de notre société sont profondément hypocrites.

"L'hypocrisie réside en ceci, que la réussite personnelle est impossible pour tous, car cette réussite repose sur l'exploitation de l'autre, disait-il".

Et ce sont nous les exploités. Par notre travail insuffisamment payé, on enrichit les autres. Pour réussir, obtenir le droit de vivre, le droit aux patates, on doit au départ être riche, avoir les moyens, être choyé par je ne sais quel dieu: celui qui fait que les enfants naissent de parents riches ou de parents pauvres; par je ne sais quelle société: celle qui permet que certains aient des DROITS que d'autres n'ont pas. A ces gens là, les citoyens réunis poseront un jour des questions. Pourquoi?

Dans un autre ordre d'idée, la Presse du 19 décembre dernier titrait: "Drapeau et Saulnier annoncent qu'ils seront encore à l'Hôtel de ville de Montréal en 1970". Les prochaines élections municipales approchent. Si cette "équipe de tonnerre" demeure en place encore longtemps, les pas-favorisés sont mieux de se

regrouper, et rapidement, s'ils veulent obtenir justice. On sait les difficultés que les comités des citoyens ont rencontrées lorsqu'ils ont présenté leurs revendications à ces messieurs. On se souvient des miettes obtenues. Pourtant, ils ne demandaient que le respect du droit de vivre décent dans la "Plus belle ville d'Amérique du Nord", dans la ville de l'Expo Universelle et Internationale de 1967.

DES CLÔTURES...

Au lieu de solutionner les problèmes, ces HEROS ont préféré construire des clôtures dans les quartiers les plus pauvres de Montréal. Il faut lire le "tract" aux citoyens de Montréal publié par le Théâtre de la Vie de Montréal dans lequel on traite cette question.

"Ces clôtures", y lit-on, "affrontent la dignité des gens qui y demeurent derrière. Elles sont aussi un indice de la faillite de notre société technologique avancée qui ne sait pas résoudre les problèmes de la pauvreté et qui ne le fera jamais sous notre système économique et social actuel. Parce que la technologie sans justice est la pauvreté. Le chômage est une nécessité sous ce système".

"Son Honneur le Maire de Montréal" peut toujours caresser le projet de créer un Opéra. Il devra reconnaître que CE N'EST PAS AVEC CELA QU'IL REUSSIRA À NOUS FAIRE CHANTER.

R. M.

Citoyen du Centre-ville



HOCKEY GUELPH VS CARABINS

SAMEDI 10 fév. 68

Centre Sportif

14 heures

Bonjour!

Je suis Réal Dugas et je représente le Plan Global de la Jeunesse de Park Avenue Chevrolet Ltée, un plan unique en son genre. Ce plan assure aux étudiants dûment inscrits aux cours, les avantages suivants:

1. La marque par excellence, General Motors.
2. Prix spéciaux pour la Jeunesse.
3. Financement en 3 périodes, à partir de: \$25.00 par mois pour les 12 premiers mois; \$50.00 par mois pour les 6 mois suivants. Balance en 18 mois. Financement au taux de 6.5%. Tout cas d'application extension, renouvellement et échange, de même que le financement est étudié selon le mérite, individuellement.
4. Assurance feu, vol, collision et compréhensif et Assurance responsabilité publique.
5. Garantie General Motors 5 ans - 50,000 milles. Escompte 20% sur pièces G.M. lors d'achat ou réparation à tous les étudiants, même si leur auto a été achetée ailleurs.
6. Taux de location d'auto durant une réparation éventuelle à \$3.50 du matin au soir, plus .05 le mille et la gazoline.
7. Plan budgété sans finance pour réparation ou déductible en cas d'accident.
8. Dépot sur achat de base,

Epic	\$100.00
Envoy	100.00
Chevy II	150.00
Chevelle	150.00
Camaro	200.00

Votre carte d'étudiant vous autorise à profiter de ce plan.

Je suis à l'A.G.E.U.M. chaque lundi, mercredi et jeudi, de midi à 2 heures. Si vous désirez obtenir une brochure élaborant les mérites du plan, téléphonez-moi à 725-9811.

Réal Dugas,
Relations avec la Jeunesse à
PARK AVENUE CHEVROLET Ltée

injustice criante

— 58% de la population de Montréal se trouve dans une situation désastreuse

— Une situation générale dramatique

La zone métropolitaine couvre 1,062,000 personnes, soit 50.6% du total (1), ayant une situation financière épouvantable. 72.55 du million dépendent, pour survivre, des Compagnies de Finance: certains ont jusqu'à cinq emprunts différents à des taux d'intérêts frisant l'absurde (de 24% à 50%).

(2) Depuis 1946 jusqu'à 1966 on constate une augmentation de la misère d'environ 65% dans la région de Montréal: en 1946 on dénombrait 27% de la population vivant dans la misère, en 1966 on en comptait 33.3%:

dans la ville de Montréal 675,257 personnes pour 58.4% dans la banlieue 386,743 personnes pour 42.9% la zone métropolitaine 1,062,000 personnes pour 50.6%

Une misère familiale indescriptible (4)

On peut dénombrer 161,800 familles survivant dans des conditions inimaginables sur cette "TERRE DES HOMMES", soit 51.8% des familles de la zone métropolitaine. Dans la seule ville de Mont-

Voici un témoignage émouvant d'une mère de famille très malade du Centre-Ville:

"Nous voulons déménager, notre loyer coûte \$43.00 par mois, pas chauffé, sans eau chaude ni baignoire, 4 pièces. La ville a fait, après enquête, condamner notre taudis... Mais, où aller avec nos 9 enfants? Quand je ne suis pas malade, je vais dans la journée décrocher les gens riches qui me paient 75 cents de l'heure. Et quand je travaille les collecteurs attendent presque à la porte. Je dois des comptes à l'hôpital. Mon mari est journalier en chômage, il retire \$36.00 par semaine. Nous économisons sur les repas en limitant leur nombre à un par jour et en bouillant

logements servent à loger 53.3% de la population et 96% de ces logements auraient besoin de réparations majeures de toute urgence. Plus de 86,253 de ces logements sont surpeuplés i.e. ont plus de 3 personnes par pièce.

Dans la seule ville de Montréal, on compte près de 75% de locataires; 80% de ceux-ci

ce sont les expropriations massives de centaines de familles, par la Ville et la Commission Scolaire; et cela sans aucune politique de dédommagement et de relogement (expropriations faites sans tenir compte de la situation familiale). La spéculation y étant reine, une grande majorité des expropriations faites par la

Photo: Guy VALIQUETTE

LE SALAIRE MINIMUM: UNE FARCE...(1)

- 1- Les salariés de 18 ans et moins: \$0.60 l'heure
- 2- Les salariés à l'essai (60 jours): \$0.70 l'heure
- 3- Tous les autres salariés: \$0.80 l'heure

ET LE PATRON S'EN FOUT!!!

(1) Loi du salaire minimum, province de Québec, chap. 144, 1964.

sont de langue française et se répartissent géographiquement surtout dans l'est, le sud et le centre de la ville (zone de misère: Nord de Mile-End, Centre-ville, Centre-sud, Hochelaga, St-Henri, Pointe St-Charles).

Voici un extrait d'un rapport fait, à la suite d'une visite de 2 animateurs sociaux, dans une fait, à la suite d'une visite de 1968:

"Nous sommes rue St-Dominique, près d'une maison dont les balcons menacent le trottoir. La seule entrée passe par un hangar en ruine. La porte est sans vitre. Nous passons dans la cour: un jeune garçon est en train de jouer parmi les poubelles. Dans le fond, un vieux tas de bois couvert de neige d'où déteale un énorme rat. Une corde à linge supporte quelques vieilles culottes trouvées... Nous frappons à la porte. Une mère maigre et tremblotante, entre quatre murs vétustes d'une cuisine, nous ouvre la porte. Le plancher est en train de se décomposer presque... des lambeaux de plafond nous tombent presque sur la tête. Il fait au plus 40 degrés f. dans la maison. Il n'y a ni eau, ni électricité...(8)".

D'après certains urbanistes, nous nous dirigeons vers une crise du logement sans solution à moins de changer radicalement la situation. Encore une fois, aucun espoir pour des centaines de milliers de familles de Montréal d'avoir un logement où il fait bon vivre. Et le comble de cette situ-

Ville et la Commission Scolaire sont à base de jeux spéculatifs: profitant surtout aux propriétaires par la hausse du taux d'évaluation foncier et du prix de vente des maisons ou des terrains. Les propriétaires monopolisateurs confient leurs affaires, de plus en plus aux grands Trusts (Montréal Trust) etc. ce qui leur permet d'accumuler des surprofits: évitant d'accéder aux demandes de réparations des locataires: permettant de tronquer les déclarations d'impôts etc. etc. Et comme on le sait, pour se procurer un logement convenable, il faudrait un revenu annuel d'au moins \$5,000; ce qui signifie que plus de la moitié des familles sont condamnées systématiquement à vivre dans des taudis, des logements trop petits, insalubres et infestés de rats, de punaises, de coquerelles, de poissons d'argent etc. etc...

"Pour 1965, un édifice commercial à Montréal a coûté 80 millions de dollars; un autre a coûté 60 millions. Tandis que les dépenses pour l'hôtel ont été d'environ 45 millions, c'est-à-dire moins du tiers du coût de ces deux édifices. Par contre, au Canada, on dépense en moyenne par année: -1 milliard pour l'alcool; 400 millions pour les courses de chevaux;

-200 millions pour le bonbon; -50 millions pour voyager; -30 millions pour la nourriture des chiens et des chats.

Et les canadiens les plus pauvres n'ont pu ni acheter ni louer les 134,000 logements

Est-ce JUSTE et HUMAIN qu'un père de famille avec des enfants touche cela pour une semaine de travail?

tenant compte des nombreux facteurs démographiques et socio-économiques (3).

Pour illustrer la situation dramatique des familles et célibataires voici une description plus systématique; pour une famille de 4 personnes gagnant moins de \$4,000 et un célibataire gagnant moins de \$2,000 par année:

dans la ville de Montréal - 453,418 personnes pour 38.4% dans la banlieue 283,412 personnes pour 28.6% la zone métropolitaine 736,830 personnes pour 33.3%

Pour une famille de 4 personnes ayant un revenu entre \$4,000 à \$5,000 et un célibataire ayant un revenu de \$2,000 à \$2,500 par an:

dans la ville de Montréal 221,839 personnes pour 20.0% dans la banlieue 103,331 personnes pour 13.9% la zone métropolitaine 325,170 personnes pour 17.0%

Faisant un grand total de:

real, on en compte 105,800 (55.65) n'ayant aucun espoir d'avoir des lendemains plus heureux.

Le BUDGET MINIMUM, pour une famille comprenant 2 adultes et 4 enfants, fait en fonction du COUT DE LA VIE en mai 1967 (5) comprend des dépenses annuelles de \$4,133.00, EXCLUANT les soins médicaux et dentaires, les impôts, les assurances, le téléphone, les fonds de pension etc...

La famille qui vit sur l'assistance publique a droit à une allocation annuelle maximum de \$2,220.00 et un salaire annuel permis, sans entraîner de diminution d'allocations, de \$300.00; donc, ce qui fait un revenu annuel MAXIMUM de \$2,520.00. Cette famille est littéralement plongée dans la misère, car il lui manque de \$1,613.00 à \$1,913.00 pour rencontrer le STRICT MINIMUM essentiel à sa survie.

l'os à soupe 5 fois. Du steak? Ne nous en parlez pas; ça fait 4 ans que nous n'en voyons pas la couleur. Bien manger, n'est pas pour nous...(6)."

J'ai vu et bien vu de mes propres yeux, cette famille, dans notre belle société nickelée d'abondance!!!

Plus de 11,271 familles de 4 personnes et plus ont un revenu INFÉRIEUR À \$1,000 par année dans le grand Montréal. Or il faut noter que la famille de Montréal gagne, en moyenne, \$660 de plus par année que dans le reste du Québec. Et quand on sait que dans certaines régions comme la Gaspésie, l'Abitibi, le Saguenay-Lac St-Jean sévit une misère encore plus désastreuse!...

— Les taudis, encore des taudis, toujours...

La situation du logement est loin d'être rose...134,850

commencés en 1966, à cause du PRIX demandé (9)".

Pour avoir une idée plus juste et réelle de ce nouveau paupérisme des sociétés de consommation de masse, il faut étudier quelque peu, la répartition de l'emploi par secteurs géographiques et groupes linguistiques.

— Discrimination économique, discrimination géographique et linguistique (10)

Les manoeuvres (11) représentent 43% de la population

français qui accèdent à des fonctions élevées ont tendance à se regrouper géographiquement à Outremont et Ahuntsic où l'on trouve une majorité de langue française. Et c'est justement à Outremont et à Ahuntsic où le nombre des bilingues est le plus élevé: près de 70%; tandis qu'à Westmount, Hampstead, Notre-Dame de Grâce et Montreal-Ouest seulement 14% de la population parlent réellement le français.

— Etre Montréalais-Français donne plus de chances de

et aux difficultés des parents de faire soigner adéquatement leurs enfants.

Selon le rapport du Service de Santé de la ville de Montreal, en 1966, le taux de mortalité infantile (13) variait entre 12 décès par 1.000 naissances dans les quartiers les plus favorisés et 50 par 1.000 dans les quartiers défavorisés. Ce même Service déclarait dans son rapport de 1964 que près de:

"44% des familles ont un régime alimentaire déficient, c'est-à-dire que, lors de l'entrevue du médecin avec les parents, ceux-ci ont avoué ne pas pouvoir manger à leur faim:

STATEMENT OF REMUNERATION PAID FOR INCOME TAX AND CANADA PENSION PLAN PURPOSES			ÉTAT DE LA RÉMUNÉRATION PAYÉE AUX FINS DE L'IMPÔT SUR LE REVENU ET DU RÉGIME DE PENSIONS DU CA		
2 Attach to your 1967 Income Tax Return SEE INSTRUCTIONS ON REVERSE SIDE			Annexer à votre déclaration d'impôt sur le revenu de 1967 VOIR LES INDICATIONS AU VERSO		
EMPLOYEE SURNAME FIRST, AND FULL ADDRESS EMPLOYÉ NOM DE FAMILLE EN PREMIER, ET ADRESSE COMPLÈTE			(A) PROVINCE OF EMPLOYMENT PROVINCE D'EMPLOI		
M. X (H.V.), R. St-Christophe Mtl.			Quebec		
(C) TOTAL EARNINGS IMPÔT DÉDUITS 909.62			(D) EMPLOYEE'S PENSION CONTRIBUTION CANADA PLAN 11.56		
(E) REGISTERED PENSION FUND CONTRIBUTION			(F) INCOME TAX DEDUCTED 31.70		
(G) C.P.P. CONTRIBUTORY EARNINGS (if different from Total Earnings)			(H) TAXABLE ALLOWANCE AND BENEFITS (I) COMMISSIONS		
(1) Quelques modifications ont été faites, afin de protéger la personne impliquée.					

metropolitaine et ceux-ci habitent principalement dans Montreal-est, le Centre-ville, le Sud de la ville et Ville Saint-Laurent. 90% des travailleurs non-spécialisés habitent ces secteurs défavorisés. Pour les ouvriers de la construction on en dénombre 15% du total de la main d'oeuvre. 85% de ces ouvriers résident dans le Nord-Est, c'est-à-dire Ville Saint-Michel et Rosemont; les ouvriers spécialisés, les employés de bureaux et petits commerçants comptent 29% de la population. les premiers vivent aux 2 bouts de l'île soit: à l'Est de la rue Papineau et au Sud du Canal Lachine; les seconds dans certaines parties d'Outremont, d'Ahuntsic, de Notre-Dame de Grâce et d'Hampstead. 83% de ces catégories habitent là...

Les gros propriétaires-financiers, les financiers-commerçants, les administrateurs et professionnels sont évalués à près de 10% de la population. 97% de la première catégorie vit dans la zone de résidence totalement anglaise: Westmount; pour les autres catégories ils se répartissent sur le Plateau Mont-Royal, Notre-Dame de Grâce, Hampstead Montreal-Ouest (ceux de langue anglaise) et certaines parties d'Outremont, d'Ahuntsic (pour ceux de langue française).

De cette dernière analyse se dégage des caractéristiques majeures: le groupe français et celui des travailleurs coincident et le groupe anglais et le secteur tertiaire supérieur, les administrateurs et les professionnels coincident: on constate que les montréalais

mourir jeune

Selon le professeur Jacques Henripin (12), en 1961 la mortalité et la mortalité infantile étaient pour Montreal - sur 1.000 naissances - de 30. Poursuivant la répartition en groupes ethniques et par emplois - i.e. si les français occupaient les mêmes postes que l'ethnie anglaise - nous obtenons ce qui suit:

Français N-Français différence		
mortalité	22,2	15,8
mortalité endogène	28,9	11,8
mortalité exogène	17,2	10,1

La mortalité est donc en moyenne de 22.2 pour les montréalais-français contre 15.8 pour les montréalais-anglais: ce qui fait une différence démographique de 40%.

Pour ce qui est de la mortalité endogène (psychologique), le côté français en compte près de 29 (28.9) et 11.8 chez les non-français: le fossé démographique est de 145%. Les démographes évaluent dans l'ensemble ce type de mortalité, comme étant causé par une mauvaise alimentation et par des soins médicaux insuffisants pour la mère durant la grossesse.

La mortalité exogène (milieu), est en milieu français de 17.2 et en milieu non-français de 10.1: l'écart démographique est de 70%. Cette mortalité est imputée à une situation socio-économique défavorisée, à une mauvaise alimentation des enfants, aux logements insalubres: froid, humidité, moustiques, rats etc...

environ 20% des enfants n'ont parlé qu'après l'âge de trois ans et 20% des enfants n'avaient pas la taille ou le poids normal...; près de 40% des enfants présentaient une ou plusieurs irrégularités psychiques telles que: sommeil agité, cauchemars, tics, agitation, etc...(14)".

— Une misère psychologique: la publicité commerciale

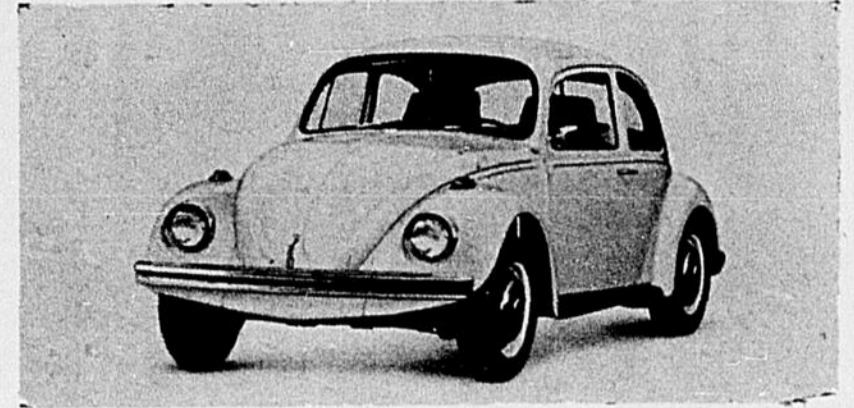
La publicité commerciale est sous le contrôle de la haute finance, du "big business" qui l'utilise à son profit afin de forcer l'attention, de conditionner, de plus en plus, le citoyen à de nouveaux besoins purement secondaires.

La publicité est un conséquence sociologique directe du développement de la grosse industrie, des grands monopoles... Ceci entraîne de nombreuses repercussions sociales: entrave la liberté de l'individu par l'emploi de chocs physiologique, psychologique et de la détermination à l'achat: cela oriente la société vers de nouveaux mécanismes de conformisme social.

Pour démontrer l'impact de la publicité commerciale, une enquête menée par la National Retailer's Association of America a donné le résultat suivant:

"Deux produits équivalents étant vendus au même prix, le premier A avec publicité, le deuxième B sans publicité: -87.6% des acheteurs demandent le produit A -3.6% des acheteurs demandent le produit B -8.8% sont indifférents (15)".

La voiture dans le vent



Pour \$25.00 par mois

Avec versement initial de \$100.00

Par l'entremise de l'A.G.E.U.M. vous pouvez obtenir une Volkswagen Tout équipée, chaufferette à gaz incluse

L'A.G.E.U.M. versera à tout acheteur un bonus de 4% du montant d'achat Pour bénéficier de ces avantages, vous devez vous adresser à l'A.G.E.U.M. ch. 607

N.B. Le représentant de POPULAR AUTO SALES sera au secrétariat, ch. 607 tous les jours de midi à 2h. p.m. - Entre temps, téléphonez à:

274-5471

Un service de l'A.G.E.U.M. en collaboration avec popular Volkswagen



CINÉ-CAMPUS

Vendredi, le 9 février 1968

Cinéma italien



IL BIDONE, de Federico Fellini, 1955, drame avec Broderick Crawford, Giulietta Masina, Richard Basehart et Franco Fabrizi, 125 min., s.t. anglais.

LA DIXIEME VICTIME, de Elio Petri, 1966, comédie de fiction avec Marcello Mastroianni, Ursula Andress et Elsa Martinelli; 92 min., français.

Une armée de moyens publicitaires servent à bien conditionner les masses: les panneaux-reclames, les affiches, les enseignes multicolores, les imprimés, les objets-reclames, les étalages, les expositions, la presse, le cinéma, la radio, la télévision etc..

Et on irait reprocher à certaines personnes ou familles défavorisées: la radio, la télévision...être des "purs"! Cegens vivent dans une société de masse, conditionnée par une publicité quotidienne. On fait et refait la publicité, conditionnant et reconditionnant les individus et les groupes à acheter toujours davantage.

— Plus de 60,000 personnes en chômage dans le centre-ville

Le salaire moyen du chef de famille du Centre-ville est de \$2,903.00: 79% de ceux-ci touche cela... Pres de 90% des ouvriers ne sont pas syndiqués et quand on sait qu'il y a 1,018 familles avec plus de 5 enfants... (16).

Le chômage atteint 8.4% de la main-d'oeuvre: M. Andre Cournoyer, directeur du Service Social de Montreal, a exprimé ses craintes en juillet dernier:

"Si nous regardons les statistiques du Centre de Montréal, nous notons que le nombre de chômeurs s'est élevé à 60,035 personnes en mai 1967, comparativement à 39,000 en 1966: ce qui veut dire une hausse de 63.8%. Mais ce qui est inquiétant encore plus, c'est que le nombre de nouvelles demandes d'aide financière a fait dernièrement un bond considérable: 2,512 contre 1,752; c'est-à-dire une augmentation de 43.4% (17)".

Les assistés sociaux forment plus de 20% de la population du Centre-ville: certaines paroisses en comptent plus de 65%

— Logement... éducation...santé...: un drame quotidien

8,348 logements auraient besoin immédiatement de réparations, soit 47% des logements dans le Centre-ville: 27% sont dans un état pitoyable et devraient être démolis: 9.9% n'ont pas de bain ou de douche: 8.4% des logements abritent 2 familles et plus...

Plus de 60% des personnes de plus de trente ans ont une septième année et moins: près de 73.7% des 15-24 ne fréquentent plus l'école: ceux-ci doivent gagner leur vie et aider leurs parents, en livrant des commandes à \$20 ou \$25 par semaine. 79.9% des 20-25 ont une 9e année et moins, et les doubleurs - pour la 1e année d'étude - étaient de 11.5% pour l'année 1965-66:

"Les données qui précèdent ne nous permettent pas de juger la valeur intellectuelle des étudiants de ce secteur. Les difficultés scolaires des jeunes sont reliées à un en-

semble de facteurs sociaux, économiques, culturels, politiques, pédagogiques, etc... Le Centre-ville est un milieu défavorisé sur le plan socio-culturel et présente donc de graves problèmes scolaires (18)".

— Des milliers de défavorisés des millions de préjugés sur eux

Une grande partie des per-



Photo: Guy VALLIQUETTE

Ce secteur compte 49% de familles qui ont un régime alimentaire déficient: environ 26% des enfants n'ont parlé qu'après l'âge de 3 ans: 32% ont un poids et une taille anor-

sonnes nanties reproche souvent aux défavorisés de préférer crever de faim ou d'aller en prison plutôt que de travailler: "ces âmes délicates" n'ont certainement pas connu ce que

si les enquêteurs les plus scrupuleux ont avoué que les abus ne représentaient que 0.001% et ne dépassaient jamais 1.2%. Quand on sait, le nombre effarant de gens qui truquent leurs déclarations d'impôts - et je vous assure, pas les plus défavorisés - c'est à se demander si les défavorisés ne forment pas la classe la plus honnête?...

"Ces paresseux invétérés ne veulent jamais travailler..." D'abord, une grande partie d'entre eux travaillent. Pour comble de désespoir, il se trouve - comme par hasard - que ce sont des emplois qui "ne paient pas"! Par exemple, les employés dans l'hôtellerie, dans l'alimentation, dans le transport privé, dans la blanchisserie, dans les manufactures etc...le salaire moyen de ces différentes catégories d'emplois est de \$52.27 par semaine. Et on ne parle pas des balayeurs, des cirieurs de chaussures et des hommes-vestiaires.

"Ne comprennent-ils pas qu'ils ne s'en sortiront jamais, s'ils ne font pas d'études?" nous répètent les "favorisés"!

Est-ce réellement une question d'éducation? oui, jusqu'à quel point? Premièrement, ils n'ont pas de quoi se payer une éducation. La famille doit vivre entre-temps: subsister quand on doit payer les nombreux frais qu'exige "l'éducation libre". Les familles vivant dans des taudis meublés s'engouffrent dans des ghettos-taudis, chacun avec son école. Ecole victime d'une "ségrégation-d'argent": donc de professeurs compétents, de locaux adéquats, de matériels scolaires efficaces etc... Le professeur, souvent brisé et vaincu par le contexte sociologique déprimant, passe son temps à faire de la discipline.

"A quoi sert l'éducation si l'on n'a ni travail ni chez soi?"

C'est un fait que les enfants de ces milieux tout comme les parents, tombent plus souvent malade - "sans pouvoir payer le médecin": les défavorisés sont en butte à des tracasseries administratives - "sans pouvoir faire valoir leurs droits puisqu'ils les ignorent"...

Tout citoyen a un droit inaliénable à l'égalité des chances et à la justice

On comprend, par les faits qui précèdent, les insuffisances qui affectent actuellement la façon traditionnelle de défendre "le droit" dans les questions où apparaît le sous-développement.

Tout dépend et découle du principe de la légitime défense individualisée, "atomisée". Mais le principe fondamental de la légitime défense l'Etat à la propriété et même au droit lui-même. Ce qui permet de se poser de sérieuses questions: peut-on contester l'ordre entre les riches et les défavorisés l'essence du droit actuel et de notre régime poli-

tique de maintenir cet ordre?? est-ce que la conception juridique actuelle du bien commun n'est pas conçue de façon à assurer la "coexistence pacifique" des riches et des défavorisés??? est-ce que la justice actuelle a une réelle volonté d'assurer l'égalisation radicale des chances et des revenus???? est-ce que la justice actuelle permettrait aux travailleurs, dans le cas d'une grève, de lutter pour obtenir par exemple un changement de la structure de l'entreprise???? est-ce que dans les deux cas, la propriété privée des moyens de production et l'ordre juridique, politique, social ne seraient pas posés comme l'absolu de la personne?????

Le défavorisé n'a que ses mains pour travailler, éternellement demuni devant la puissance de ceux qui possèdent les moyens de production et devant l'ordre juridique, politique et social. Il a droit à sa voix, au pouvoir politique, économique, social et culturel. Sa voix n'est point de la haine, mais un cri de justice. Sa revendication, sa participation, l'expression de sa dignité.

Est-ce que la logique du système actuel desire réellement éliminer le sous-développement économique, social, politique et culturel????

Le père Tissa Balasuriya déclare à ce sujet que:

"le principe purement atomistique, qui règle de nos jours le commerce, est fondamentalement injuste, et il faudra trouver des solutions plus équitables et plus efficaces, fondées sur le principe de la solidarité humaine. On produit en grande quantité toutes sortes de futilités alors qu'il y a des hommes qui manquent de l'essentiel. Tel est ici le vice de l'individualisme. Tout homme a un droit formel de prélever de quoi manger sur une propriété privée (19)".

RE: JEAN M. LEFRANÇOIS, R.A.L.L.L.
ROBERT W. BENOIT, R.A.L.L.L.

LEFRANÇOIS & BENOIT

AVOCATS — LAWYERS
5325 EST. JEAN-TALON, EAST
SUITE 202 — TEL. 725-9577
MONTREAL, Q.C.

le x Janvier 1968.

M. X (H.V.),
Ruelle St-Christophe

SANS PREJUDICE: E. & O. E.

RE: DR. LIONEL ROY
notre dossier: X

Monsieur,

La présente est pour vous réclamer le paiement immédiat de la somme de \$ 155.00 que vous devez dans l'affaire ci-haut mentionnée pour services professionnels rendus.

A moins de recevoir cette somme à notre bureau d'ici trois jours, en plus des frais de la présente lettre, par mandat-poste ou chèque certifié à l'ordre de Lefrançois et Benoit, des procédures judiciaires seront prises contre vous sans autre avis ni délai.

Veuillez agir en conséquence.

Bien à vous,
LEFRANÇOIS ET BENOIT
par: _____

Dette: \$155.00
Lettre: 4.00
Total: \$159.00

Père de famille de 3 ENFANTS . . . salaire annuel: \$975.93 . . . un enfant tuberculeux à l'hôpital . . . la mère venant de sortir d'hôpital: M. Dr. Roy et les avocats pratiquent l'art d'être HUMAIN et d'être JUSTE !!! SERONS-NOUS DE CEUX-LÀ?

male et 51% des jeunes présentent de nombreuses difficultés psychologiques causées par une situation socio-économique défavorisée.

c'est de crever de faim, d'aller en prison ou d'être un esclave de la vie.

Les défavorisés, eux, écœpent de tous les côtés. Même

Sonny Terry - Brownie McChee

NEW PENELOPE
378 ouest Sherbrooke
844-6773
chaque soir - 9 p.m. - 2 a.m.

Habit de Gala à Louer

Neuf, tissu léger.
Dernière mode
Service personnel

Le PLUS BAS PRIX en ville pour les étudiants

Parisian Custom Tailors TEL 845-6021
225 Sherbrooke ouest MONTREAL, QUE.

Sommes-nous dans une société qui empêche la "participation" du citoyen?

De nombreux sociologues ont abordé le problème de la "participation" des sociologues, pour qu'une société puisse obtenir une "réelle participation" du citoyen à la société... Deux points fondamentaux ont été dégagés, par ces sociologues, pour qu'une société puisse obtenir une "réelle participation" à la communauté de l'individu: il faut qu'il puisse se socialiser dans une société favorisant l'animation permanente et dynamique de celui-ci à tous les niveaux (politique, économique, social et culturel); le "pouvoir de participation" n'est valable que si il s'inscrit dans des structures et des institutions (politiques, économiques, sociales et culturelles) en perpétuel devenir, i.e. structures évolutives et dynamiques retournant constamment à la participation de la base.

La principale préoccupation de ce nouveau pouvoir est le souci de la participation active et réflexive du citoyen: impliquant un reajustement constant des objectifs (connaissances) et de leurs utilisations (actions).

Le concept de "participation" s'inscrit dans une nouvelle conception du développement social: s'orientant vers une modification profonde des structures et des mentalités par la base elle-même.

Ceci remet en question complètement les méthodes et techniques traditionnelles du travail social et pédagogique. Les pédagogies actives et l'animation sociale deviennent de nouveaux instruments pour favo-

riser une "réelle participation" du citoyen.

Est-ce que notre société actuelle (le politique, l'économique, le social et le culturel) permet une réelle participation des défavorisés? est-ce que notre société développe un réel pouvoir de participation du citoyen? est-ce que notre société favorise, par sa socialisation, l'épanouissement dynamique et permanent à tous les niveaux de l'individu? est-ce que les structures sociales actuelles favorisent l'acquisition d'un "réel pouvoir de participation" du défavorisé et de l'ouvrier?

— Un choix définitif: la charité ou la justice

LA LOI DE L'ASSISTANCE CHOMAGE...(1)

- 1- Pour un célibataire vivant seul: \$13.25 par semaine
- 2- Pour un célibataire vivant dans sa famille: \$7.50 par semaine
- 3- Pour un adulte et un enfant à charge: \$15.00 par semaine
- 4- Pour un père de famille et un adulte: \$22.50 par semaine
- 5- Pour chaque enfant à charge (2e au 7e): \$2.50 par semaine
- 6- Pour chaque enfant à charge (en plus du 7e) \$1.25 par semaine

UN SYSTÈME DU SIX^e SIECLE!!

(1) Loi de l'assistance chômage (qui n'est pas l'Assurance-chômage), province de Québec.

"Nous ferons tout pour éliminer le sous-développement: nous vous donnerons de l'argent, des télévisions, des pilules" etc.

Et nos spécialistes du développement communautaire (sic) exposent de grandes théories et thèses idéales et utopiques sur le développement, prophétisant un ordre merveilleux et eschatologique: la coopération internationale "dans l'égalité, la fraternité et la dignité"; l'évolution "progressive et humaine" des sociétés; et la limitation des naissances "respectant les valeurs spirituelles" etc. Tout le ronron humanita-

riste de l'Occident rempli de "belles âmes délicates". Mais par ceci on constate que:

"Ceux qui ont cessé d'être pauvres et profitent de la pauvreté des autres pour asseoir leur bien-être se contentent le plus souvent de temporiser égoïstement: à la lettre ils comptent sur le temps, comme si les lendemains ne pouvaient que chanter. Tous se réfugient derrière l'image brumeuse d'une Providence dotée en imagination et en folle espérance de tous les pouvoirs: la faim, la croissance démographique, la paupérisation continue du tiers monde, la massification implacable des sociétés de l'abondance, tous ces problèmes finiront par être résolus un jour grâce aux dé-

plus le choix!!!

Par Pierre Jauvin

(1) Emile Gosselin LA TROISIÈME SOLITUDE, Conseil du Travail de Montréal, 1965, et Pierre Laplante. STRATÉGIE EN VUE DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DANS LES ZONES DÉFAVORISÉES DE MONTRÉAL, Conseil des Oeuvres de Montréal, 1967; étude comparative des rapports du Bureau Fédéral de la Statistique.

(2) Etudes faites par M. André Laurin, du Service d'Éducation de la C.S.N., sur le phénomène de l'endettement des familles au Québec; voir également par M. Laurin. L'ORIENTA-

(8) Partie d'un rapport fait par des animateurs sociaux pour le Plan de Reaménagement Social et Urbain de Montréal, janvier 1968.

(9) Tire du journal "JUS QU'AU COU...", no: 3, le 14 juillet 1967.

(10) Esdras Minville (ed.), MONTRÉAL ÉCONOMIQUE, Fides, Montréal 1943; R. Blanchard, MONTRÉAL ET SA RÉGION, dans l'Ouest du Canada Français, Montréal 1953; Abbe Norbert Lacoste, LES CARACTÉRISTIQUES SOCIALES DE LA POPULATION DU GRAND MONTRÉAL, U. de M., 1958; cahiers libres, ed. François Maspero, 1967; et (11).

(12) Jacques Henripin...L'INÉGALITÉ SOCIALE DEVANT LA MORT, Recherches sociographiques, U. de L., II, p.1, 1961; "Parti-pris", LES QUÉBÉCOIS...; et le travail du Conseil des Oeuvres...(1).

(12) Ville de Montréal, DÉPARTEMENT DU SERVICE DE LA SANTÉ, les rapports de 1964 et 1966.

(14) Ibid.

(15) Bernard de Plas et Henri Verdier, La Publicité, coll Que Sais-je?, P.U.F., 1964

(16) Nicole Durand, ÉTUDE DESCRIPTIVE DES CARACTÉRISTIQUES DU MILE END, Plan de Reaménagement Social et Urbain, Montréal, avril 1967.

(17) Voir (9).

(18) Voir (16) Nicole Durand, p.16.

(19) P. Tissa Balasuriya, FACE À L'INJUSTICE INTERNATIONALE, LA DOCTRINE SOCIALE ACTUELLE NE SUFFIT PAS, dans Informations Catholiques Internationales, 15 juillet 1966.

(20) Pierre Jalée, CRITIQUE DU CAPITALISME II, dans Frère du Monde, no: 37, p. 27 et suiv., 1965.

couvertes scientifiques ou par le miracle d'une conversion des hommes à la charité qui donne et se donne!!...(20)".

Donc, le sous-développement n'est pas tant à l'intérieur des individus, qu'à l'intérieur d'un système socio-politico-économique qui maintient et augmente ce sous-développement.

Plus nous retardons les changements radicaux, plus la catastrophe est proche... Nous nous dirigeons vers une crise économique... nous n'avons

TION DU BUDGET FAMILIAL (C.S.N.).

(3) Etude statistiques des premiers rapports du B.F.S., et des données comparatives de (1).

(4) Voir (1a); étude de Gosselin.

(5) Etude faite par le MONTREAL DIET DISPENSARY; il faut noter que la moyenne du coût des logements (l'évaluation), n'implique que les logements sous le contrôle de la Régie des Loyers, donc moins élevés.

(6) Témoinage tire d'un journal-rapport...

(7) Voir (1b); étude de Laplante.

Secrétaire légale bilingue— 5 ans d'expérience — serait disponible pour divers travaux de dactylographie 526-6601 ou 384-1479 Mlle Janine Larose.

ASSURANCE AUTOMOBILE
Nous représentons
21 compagnies
Taux de flotte pour professeurs, employés et certaines catégories d'étudiants.

L. M. DESILETS
Assurances
Montréal: 467-9311
Québec: 872-7186
Mtl. Metrop: 861-5395

Vaste collection de meubles canadiens authentiques
Payment facile
Particulier
671-0558

DAVID DOCTOR
20% de réduction
ETABLI DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Choix de 1,000 habits

TUXEDOS

TENUE DE GALA

5439, avenue du PARC
CR. 7-0886



CIGARETTES
EXPORT
BOUT UNI
OU FILTRE
RÉGULIÈRES ET "KING"

Tenue de Gala à Louer

Le plus grand choix de tenue de cérémonie au Canada

Classy
tenue de gala inc

Prix spécial aux étudiants

Ouvert jusqu'à 6 heures...
SAUF les jeudis et vendredis:
jusqu'à 9 heures du soir.

- 1227, carré Phillips — 861-3625
- 4806, av. du Parc — 272-5704
- 6984, rue St-Hubert — 271-1166
- 5320, ch. Queen Mary — 482-6560

LIBRAIRIE
Decelles
5140 ave Decelles
coin Reine-Marie
Montréal 26
342-5721
SPÉCIALITÉS

Les ouvrages relatifs aux SCIENCES HUMAINES

D

La librairie est ouverte le vendredi soir jusqu'à 9 hres p.m. et le samedi jusqu'à 6 hres p.m.
Gérant: Fernand Joncas

LE FRONT COMMUN DU CENTRE-VILLE REVENDIQUE LE DROIT AUX PATATES

M. Kierans, gros millionnaire affirmait lors de la dernière campagne électorale provinciale que "voter pour l'Union Nationale c'était voter contre l'assurance-santé" et que la province de Québec pouvait s'offrir l'assurance-santé dès le mois de juillet/67 (au lieu de 1968) comme prévu dans la loi. Aujourd'hui il se présente à la succession de M. Pearson, il déclare que "le Canada ne peut pas se permettre un régime d'assurance-maladie à l'heure actuelle faute d'argent" et que "si le gouvernement du Québec voulait quand même établir un tel régime, il devra augmenter la taxe de vente de 2%."

Est-ce que ce cher M. Johnson est d'accord avec M. Kierans?

Selon ses paroles: Le gouvernement de l'Union Nationale établira: (Programme Politique de 1966).

1- Un conseil général de la santé formé de représentants du gouvernement de l'opposition et des corps intéressés qui nommeront eux-mêmes leurs délégués. Son rôle sera:

- a) de conseiller le ministère, surtout en ce qui touche l'assurance hospitalisation.
- b) de planifier les organismes de santé
- c) d'aviser le gouvernement dans l'établissement de l'assurance-santé et d'en surveiller l'application.
- d) de recevoir suggestions et plaintes.
- e) d'établir les normes d'accréditation.

2- Des centres médicaux universitaires.

3- De nouvelles écoles de médecine.

4- Une nouvelle loi de l'assurance-hospitalisation appropriée aux besoins du Québec.

5- Un régime 'québécois' d'assurance-santé, dont l'administration sera confiée à une régie autonome.

"Le programme d'action que l'Union Nationale propose au peuple du Québec vise à permettre à tous les Québécois d'atteindre le plus haut niveau possible de Bien-être et à préparer l'avenir de nos jeunes. Nous avons mis beaucoup de soin à l'élaborer et nous en mettrons autant à l'accomplir; nous nous engageons à servir le Québec et les principes énoncés dans ce programme nous serviront de guide. Nous voulons que ce document soit la charte de notre avenir" (Introduction par M. Daniel Johnson).

Mais qu'est-ce qu'il fait de ses promesses?

Est-ce que les politiciens s'amuse avec la santé des gens?

Est-ce que la santé est un privilège de riches ou le droit de tous les citoyens?

Nous exigeons le droit d'être soignés et de nous procurer les médicaments nécessaires si nous tombons malades.

Nous exigeons du gouvernement la gratuité des médicaments pour tout et un régime universel d'assurance-santé.

Donc le droit à la santé exige des conditions de vie favorables puisque la maladie est souvent le produit de conditions de vie inacceptables.

Près de la moitié de la population vit dans des situations injustifiables. Elles ont un revenu inférieur à \$3000. piastres par année. Les ressources de ces personnes ne leur permettent de satisfaire que certains de leurs besoins jugés essentiels.

En tant que citoyens nous avons le droit et le devoir de revendiquer nos droits, ce qu'il nous faut pour vivre convenablement quelle que soit notre situation.

Nous demandons alors un revenu minimum garanti.

Dans l'immédiat, cela implique:

- 1- Une hausse générale des prestations du Bien-être social faite en fonction du coût actuel de la vie;
- 2- des prestations équitables pour les 'mères nécessiteuses' pour ne pas dire les pères nécessiteux, établies en fonction des montants accordés aux foyers nourriciers;
- 3- des taux d'allocation semblables pour les diverses catégories d'assistances;
- 4- l'élimination du procédé actuel selon lequel les allocations cessent lors de l'hospitalisation d'un individu;
- 5- que toute demande d'urgence temporaire, financière ou autre, soit accordée immédiatement (non par la St-Vincent de Paul mais par des autorités responsables);
- 6- que les assistés sociaux aptes à travailler aient le droit de gagner plus que \$600.00 par année.
- 7- l'organisation de garderies d'enfants pour les parents qui désirent travailler.
- 8- une reorganisation des institutions municipales et provinciales chargées du bien-être et de la santé;
- 9- la mise en place d'un système d'aide légale efficace qui garantisse la justice pour tous;
- 10- une information complète et exacte sur les droits des assistés sociaux selon les lois actuelles et à venir;

Les revendications que nous avons faites au cours de l'année 1967 ne nous ont apporté que des promesses. Mais notre intention n'est pas d'abandonner la lutte; au contraire, nous avons compris pendant cette année que nous avons le droit de vivre décemment dans une société d'abondance.

Le 15 février, nous rencontrons M. Jean-Paul Cloutier, Ministre de la Famille et du Bien-être Social à l'école Jean-Jacques Olier située au 311 avenue des Pins Est à 8 heures du soir. Ce ministre fait parti d'un gouvernement qui est responsable jusqu'à un certain point de cette situation. Nous exigeons de lui qu'il nous donne des réponses précises, qu'il reconnaisse nos droits.

Le front commun du centre-ville

Mouvement des citoyens du Mile-End

Groupement des citoyens de St-Jean-Baptiste

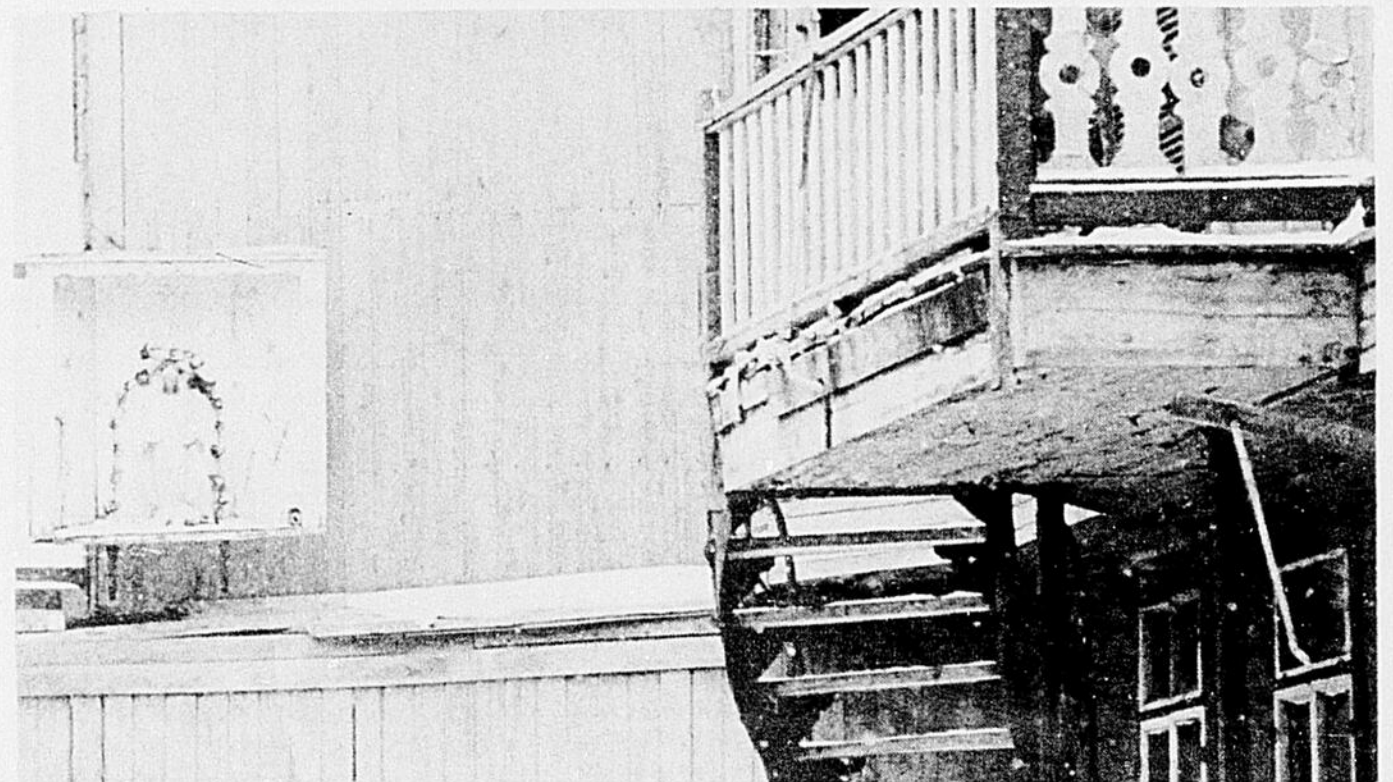
Comité des locataires des Habitations Jeanne-Mance

Comité des parents de la paroisse St-Louis de France

le 5 février 1968.



Photos: Guy VALLIQUETTE



Le sous-développement comme facteur criminel

Louise Demers

Y a-t-il une relation causale directe entre crime et sous-développement? En d'autres termes: les défavorisés commettent-ils plus de crimes que les gens des classes "bourgeoises"?

Dans une étude faite au Wisconsin, Coldwell a trouvé chez les jeunes délinquants, garçons et filles, un taux beaucoup plus élevé de pères ouvriers non spécialisés que dans la population en général: 33.4% et 52.7% comparativement à 11.8%. Dans une autre recherche faite à Montréal en 1949, S. Meek a montré que dans la presque totalité des cas, les salaires des pères des jeunes délinquants étaient insuffisants, ces pères étant soit ouvriers spécialisés, soit ouvriers non spécialisés. C. Burt à Londres en est arrivé aux mêmes conclusions: 56% des familles des délinquants étudiés vivaient dans une situation économique défavorisée.

On serait tenté, à la lumière des recherches que nous venons de citer, de voir le sous-développement comme cause directe du crime: ce serait trop simplifier les choses. La réalité est plus complexe.

Selon des criminologues, la profonde désorganisation sociale causée principalement par un système socio-économique de type capitaliste - se retrouve souvent dans les quartiers défavorisés; c'est donc un facteur criminel plus important que la misère elle-même.

De plus, on constate que les défavorisés et la classe ouvrière en général, vivent dans de véritables GHETTOS et la société - par ses valeurs, ses institutions et sa structure - se désintéresse dans l'ensemble de leur sort et refuse par son type d'organisation de les intégrer. Il s'ensuit que le défavorisé et la classe ouvrière éprouvent de plus en plus du

"Il ne dépend pas du pauvre que son dynamisme et l'âme de son idéologie soient négatives, ni même que cette attitude soit VIOLENTE ou NON VIOLENTE, car dès lors qu'il a décidé de rompre avec la fatalité de la misère et les facilités douteuses de l'acceptation, il ne peut que se retrouver révolté, le SYSTÈME qui l'opprime ne laissant aucune place à la vraie fraternité" (1)

Hervé Chaigne, O.F.M.
NOUS APPRENNONS POUR FIN
FÉVRIER - LA TENUE
D'UN COLLOQUE:

Violence et évangile

ORGANISÉE PAR LA
CONNUMAUTE CHRÉTIENNE
UNIVERSITAIRE

EST-CE POSSIBLE ENFIN, QU'UNE PRÉSENCE CHRÉTIENNE S'INSCRIVE DANS LE MOUVEMENT PAR LEQUEL LES HOMMES OPPRIMÉS SE LIBÈRENT??...

"Il s'agit de savoir par où passe le chemin de la libération. La violence est sur la route car il n'existe point de justice sans contrainte et d'amour sans souffrance et sans sacrifice. Le pauvre n'a pas choisi la VIOLENCE. Maintenant dans une situation OBJECTIVE D'INJUSTICE, il n'a de recours que dans la négation positive, théorique et d'action, de son malheur. Nous soutenons que ceux qui se taisent, non seulement ne voient pas, mais ne veulent pas voir le CHRIST qui angosse dans les rizières du Vietnam comme dans les usines et les taudis de chez-nous?" (2)

(1) FRERE DU MONDE, la violence des pauvres, no: 40-41.

(2) IBID. L'Espagne bouge, no: 42.

ressentiment envers ce refus de la société actuelle (n'ayant pas un réel pouvoir de participation et d'auto-direction).

Une des caractéristiques principales de nos sociétés capitalistes est l'importance qu'elles attachent à la réussite matérielle de leurs membres. Or, les enfants issus de familles vivant dans la misère, sont particulièrement handicapés dans cette "course à l'argent".

Ceci a donc une influence criminogène plus importante qualitativement que quantitativement. En d'autres termes, les gens des classes défavorisées et ouvrières ne commettent pas plus de crimes que les gens de la classe bourgeoise: c'est le genre de crimes qui est différent.

Le "sous-développement" n'est conscient et n'a d'influence pour l'individu que par la signification sociologique et psychologique qu'il lui donne.



Photos: Guy VALIQUETTE

JUSQU'AU COU, journal des citoyens du Centre-ville, accueillerait avec plaisir vos idées et aussi votre contribution, pour 1 an: \$2.00. Ecrivez à 3553 St-Urbain, chambre 301.

Le bien-être social: un passeport pour l'expo des "Crèves-faim"!

Dans un article du *Petit Journal* (semaine du 28 janvier 1968), consacré au cas de la famille Trottier de Trois-Rivières dont la fillette âgée de 8 mois est morte des suites de MALNUTRITION on pouvait lire:

"Eh bien, le Bien-Etre social, dans le cas Trottier comme dans les autres, fait son devoir à la lettre, c'est-à-dire pas grand-chose. Parce que le Bien-être social, au Québec, ce n'est à peu près qu'une officine chargée de distribuer des chèques de prestation".

En effet le Bien-être social ne tient aucun compte des besoins des gens qu'il prétend aider économiquement: il distribue des chèques sans tenir compte du nombre d'enfants et des dépenses courantes auxquelles une famille doit faire face pour satisfaire ses besoins essentiels; tels que logement nourriture, vêtement. Il n'est pas rare de voir une famille, composée de 7 membres, recevoir un chèque ridicule de **\$120.00 par mois...** quand on sait qu'une famille de 3 enfants, avec le même montant, **crève de faim**. Ceci oblige bien des familles à se démembler et il n'est pas rare d'entendre dire d'une mère de famille assistée du Bien-être social:

"Je suis obligée de placer mes enfants en foyer nourricier pour qu'ils aient suffisamment à manger et qu'ils soient vêtus convenablement."

Car, le Bien-être social donne à ses foyers nourriciers des pensions suffisantes pour que les enfants placés ne manquent de rien. Cette même mère se demande à **juste titre** pourquoi le Bien-être social donne plus d'argent à des étrangers pour garder des enfants qu'à eux, les propres parents. Le Bien-être social emploie plusieurs enquêteurs chargés d'exercer un contrôle sur la distribution et la répartition des chèques. Il s'avère que ces enquêteurs ne font que des recherches **très superficielles** sur les revenus et les besoins de chaque assisté: on est à même de constater que très souvent, ceux qui **OBJECTIVEMENT** ont le plus besoin d'assistance sont ceux qui en reçoivent le moins. Nous nous sommes d'ailleurs laissé dire par des personnes compétentes que certaines mères de famille devaient céder aux avances de ces enquêteurs si elles voulaient voir leur chèque augmenté... De plus, les enquêteurs n'exercent **presqu'aucun** contrôle sur les foyers nourriciers qui sont très souvent inadéquats et dont les parents nourriciers dépensent l'argent de la pension, destiné aux enfants qu'ils gardent, pour leurs propres besoins.

Enfin, ce qui est le plus grave, c'est que les assistés sociaux sont condamnés à demeurer dans la misère: en effet, une loi les empêche de travailler un nombre d'heures raisonnables qui leur permettrait de combler le déficit constant et toujours grandissant auquel ils ont à faire face avec leur maigre revenu d'assistés sociaux.

Aussi, le Bien-être social ne fait rien pour éduquer les assistés et les aider à s'aider eux-mêmes. Donc, on assiste à un phénomène de dépendance économique qui se perpétue de génération en génération chez ceux-là même que le Bien-être social prétend aider.

Andrée Boivin.
(Centre-ville)